



CSAL du 11 avril 2024

## Déclaration liminaire

**Quelle ironie de se préoccuper de considérations écologiques après avoir lancé les personnels et les usagers sur les routes après la mise en place du nouveau réseau de « proximité » (NRP) !** Ce n'est pas faute pour Solidaires Finances Publiques d'avoir soulevé depuis longtemps cette véritable problématique. Pour rappel, notre syndicat est avec constance engagé en faveur d'une justice fiscale, sociale et environnementale.

Sans compter l'impact pour la sécurité de nos agent-es : pour celles et ceux qui vont faire les permanences dans les « accueils de proximité » et pour celles et ceux qui font des trajets plus longs pour aller travailler, suite à la fermeture de leurs services. En effet, aucune mesure n'est annoncée pour les personnels qui vivent en zone rurale, ce qui est le cas dans notre département, qui ne peuvent pas accéder à des transports en commun adaptés, et qui n'ont pas d'autre choix que d'utiliser leur véhicule personnel. Les tarifs pétroliers ont connu une très forte hausse ces dernières années, et cela contribue grandement à grever les finances des agent-es publics. Pour elles et eux : rien n'est prévu, ni prise en charge ni mise en place de véritables transports en commun sur l'ensemble du territoire !

De plus, la rénovation énergétique des bâtiments est nouvellement subordonnée à l'application de la circulaire Borne sur la densification des locaux. On voit bien l'intention avant tout économique de cette nouvelle norme. Attention au report de la charge écologique (et financière !) sur les agents via le télétravail ! C'est particulièrement injuste au plan financier, car l'employeur doit assumer et revaloriser l'indemnité télétravail à hauteur des vraies charges supportées par les agents.

Pour être à peu près complets sur le point écologique, à quand un chiffrage de l'impact écologique des échanges numériques ? La dématérialisation a un impact écologique fort, qui n'est de manière générale à l'échelle de notre société, pas chiffré.

Cette dématérialisation, promue et développée chaque année, ne pourra pas empêcher, cette année comme l'an dernier, un besoin toujours important de nos concitoyens de venir à notre rencontre prochainement.

Car, comme chaque année, la campagne déclarative des revenus marque un moment fort dans la vie de la Direction Générale des Finances Publiques, et va amener un nombre important de contribuables dans les Services des Impôts des Particuliers mais aussi des contacts téléphoniques et des mails toujours plus importants.

Pour Solidaires Finances Publiques, **cette campagne déclarative va une nouvelle fois et une fois de trop se dérouler dans des conditions dégradées** pour les agentes et les agents des finances publiques mais aussi pour les usagers.

Comment cela pourrait-il en être autrement quand les effectifs dans les services des impôts des particuliers ont fondu de

25 % depuis 2015 ? Comment cela pourrait-il en être autrement quand le Nouveau Réseau de Proximité a éloigné notre service public des usagers ? Dans de telles conditions, comment rendre un service public de qualité et répondre à la demande croissante des contribuables ?

La Direction Générale des Finances Publiques, soit-disant pour simplifier la vie des contribuables par le biais d'une dématérialisation outrancière invente chaque année des nouveaux moyens pour que les contribuables ne se déplacent plus dans nos services. Cette année, c'est donc la possibilité de déclarer ses revenus via l'application impots.gouv.fr directement sur smartphone et tablettes, qui ne concerne que les cas les plus simples (traitements et salaires, revenus de capitaux mobiliers et réductions d'impôts). Mais malgré, cela rien n'y fait, les contribuables veulent du contact avec des agentes et agents des Finances Publiques.

De plus, comme l'année dernière, la campagne déclarative 2024 sera couplée à celle de « Gérer mes Biens Immobiliers ». Même si l'administration annonce avoir tiré les conséquences de la campagne chaotique de 2023, pour Solidaires Finances Publiques, au vu des problèmes rencontrés l'année dernière, les files d'attentes seront sans aucun doute très importantes une fois encore !

Si la Direction Générale veut que les objectifs de bon déroulement de la campagne puissent être réellement remplis par les agents des Finances Publiques, il faudra aller au-delà des écrits pleins de bons sentiments et prendre en compte les charges de travail réelles et avérées ainsi que les conditions de travail des agents. On ne peut pas désirer un service public exemplaire, disponible, technicien, proche des usagers et de l'autre réduire les moyens et détruire ces services. Cette ambiguïté n'est plus tenable.

**La DGFIP a besoin de véritables moyens humains et matériels pour maintenir un service public de qualité reconnu par les usagers. Solidaires Finances Publiques demande une vraie prise de conscience de la Direction Générale et du Gouvernement sur ces sujets.**